

Article 21 du Règlement

Ce document, intitulé *Notre avenir commun*, demande aux gouvernements nationaux de collaborer à la gestion de l'environnement planétaire en s'assurant que les ressources naturelles sont en mesure de soutenir le développement national et international, et en prenant toutes les mesures nécessaires pour intégrer le développement économique aux décisions écologiques puisque l'économie est tributaire de l'environnement.

• (1405)

Selon ce rapport, nous pouvons amorcer une nouvelle ère de croissance économique, surtout dans les pays en voie de développement, et nous pouvons également établir certaines formes de développement économique dans le monde. Mais ces formes de développement sont fonction de modes de vie compatibles avec la capacité écologique de notre planète. Par conséquent, des choix pénibles s'imposeront.

L'une des conclusions importantes de ce rapport parle de «la nécessité d'assurer la sécurité économique dans le changement». Nous demandons au ministre de l'Environnement (M. McMillan) de donner le ton au gouvernement fédéral et aux Nations Unies, et d'arrêter, dans une motion, les changements institutionnels nécessaires à notre avenir commun qui dépend de la sécurité de la génération actuelle et des générations futures.

* * *

LA COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT

LA MISE À JOUR DU CODE CRIMINEL

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, quand les choses vont bien, il est rare qu'on en parle beaucoup à la Chambre des communes.

C'est certainement le cas de la Commission de réforme du droit du Canada, créée avec l'approbation de tous les partis en 1971, et actuellement présidée par le juge Allen Linden.

Cette commission a pour objectif de promouvoir des lois modernes, solidement fondées, rationnelles, complètes, égalitaires et facilement intelligibles. Grâce à divers rapports au Parlement et documents de travail, la commission fournit des conseils inestimables aux législateurs fédéraux et provinciaux.

L'un des principaux objectifs de la commission est de donner au Canada un nouveau code criminel d'actualité, grâce à son projet sur les règles de fond du droit pénal.

Après 15 ans de travaux, le premier avant-projet de ce texte est, semble-t-il, maintenant terminé, et nous attendrons impatiemment les résultats définitifs de ce travail.

* * *

LA RÉFORME FISCALE

LA NÉCESSITÉ DE METTRE EN OEUVRE UN SYSTÈME JUSTE

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, ces derniers temps, j'ai reçu à mon bureau, comme mes collègues du

Nouveau parti démocratique, des lettres et des appels téléphoniques provenant d'électeurs à très faible revenu qui ont été estomaqués de voir que leurs impôts avaient augmenté de façon draconienne. Un couple de retraités vivant à Halifax, par exemple, a vu ses impôts passer de 300 \$ à 600 \$ en une seule année.

Voilà qui suscite la colère de ces Canadiens. Après avoir beaucoup entendu parler de réforme fiscale à la radio, à la télévision et dans les journaux, ils constatent que le fisc leur réclame des centaines de dollars qu'ils n'ont tout simplement pas.

Il est temps que le gouvernement cesse de parler de justice fiscale pour mettre en oeuvre un régime plus juste envers toutes ces personnes.

* * *

LA SEMAINE DE L'ÉDUCATION

L'IMPORTANCE DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT

M. Bill Tupper (Nepean—Carleton): Monsieur le Président, au Canada, c'est la semaine de l'éducation cette semaine. Cette manifestation vise à attirer l'attention du public sur tout ce que nos systèmes d'enseignement comportent de dynamisme, d'énergie et de créativité. La semaine a pour thème le slogan: «Viens apprendre avec moi».

J'ai eu le privilège au cours des derniers jours d'assister au lancement des travaux de construction d'une nouvelle école publique dans Nepean-Carleton, à l'inauguration d'une nouvelle école séparée et, ce matin, de rencontrer les chefs de file du monde de l'enseignement dans mon milieu. Ces expériences m'ont rappelé à la fois la qualité et l'importance de notre système d'enseignement.

Nos écoles sont bien autre chose qu'un parc immobilier. Ce sont des lieux d'épanouissement intellectuel et spirituel qui permettent aux jeunes d'édifier les bases qui leur permettront de participer à la réalité économique et sociale du Canada.

Notre système d'enseignement est parmi les meilleurs au monde. J'aimerais cet après-midi proposer à chaque député de la Chambre de prendre le temps cette semaine de visiter une école ou de réfléchir à notre système d'enseignement en vue de l'améliorer. Nos jeunes, qui sont nombreux à la tribune aujourd'hui, sont notre principale richesse nationale.

* * *

LES AFFAIRES MUNICIPALES

LA NÉCESSITÉ DE RÉPARER L'INFRASTRUCTURE

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, d'un océan à l'autre, les villes canadiennes risquent de se trouver dans une situation critique au fur et à mesure que les routes, les égouts et les aqueducs se détériorent. La Fédération canadienne des municipalités estime à 14 milliards de dollars le montant qui devra être dépensé au cours des cinq prochaines années rien que pour sauvegarder les 30 milliards déjà investis.